

Les tarifs des transports en commun seront augmentés à dater du 1^{er} janvier 1930.

Les Journaux.

Il fallait s'y attendre, les "tous aux urnes" des candidats a fait place au : "à vos poches", des conseillers.

Le Libertaire

Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Cachet postal : N. Faucier 1165-35)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE : 42 fr. Un an... 30 fr.
Six mois... 16 fr.
Trois mois... 8 fr.
ÉTRANGER : 48 fr. Un an... 36 fr.
Six mois... 18 fr.
Trois mois... 9 fr.
Chaque postal : N. Faucier 1165-35

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

EN MARGE D'UN PROCÈS

HISTOIRES MARSEILLAISES

HISTOIRES MARSEILLAISES

Pour une fois, les journaux, ont bien voulu nous parler des Marseillais autrement, que pour railler les "galéjades", dont, en gosses exubérants, ils sont coutumiers.

Le procès des bandits de Marseille, a passionné l'opinion publique. Il faut dire, que les multiples péripéties des débats, qui se sont déroulés à Aix, étaient de nature, à intéresser tous ceux qui sont friands d'affaires criminelles, à grand spectacle.

L'audience d'Aix, a été fertile en incidents sensationnels. Tour à tour, les assistants ont pu s'étonner de l'attitude magnanime de Guiffaut, accusé du meurtre, pour sauver ses complices, puis aussi des antichoses entre le chef de la sûreté Grisoni et le commissaire Tournieux.

Il y avait de grands avocats à la barre, pour défendre Chiocca, Calendini et leurs amis. Entre autres, M^{re} Campinchi, que tant de causes gagnées ont rendu si célèbre.

Eh bien, les jurés aixoïens semblent n'avoir pris en considération, qu'une seule plaidoirie : celle de M^{re} La Griffe.

En effet, pour rendre leur verdict ils ont suivi à la lettre ses instructions : ils l'ont condamné à mort, et ils ont rendu à leur marmaille ceux qui avec les attentions délicates que l'on sait, il appelait, les "pères de famille".

C'est une bien curieuse figure que ce Guiffaut : le seul honnête homme de la bande, à vrai dire !

Ce procès doit retenir notre attention, par maints côtés.

D'abord, l'attitude des accusés fait plaisir à voir. Si l'on excepte le dénominateur Calendini, les bandits de Marseille ont été dignes, aux Assises, ils n'ont donné, en rien, le pénible spectacle de ces accusés qui se jettent les responsabilités à la face, qui se dénoncent mutuellement, dans l'espoir d'une atténuation de peine.

Guiffaut, volontairement, a joué les boucs émissaires. Il a offert, sa tête, pour mettre hors de cause, la plupart de ses acolytes. En somme, il a incarné la Morale, dans une enceinte où tout le monde — magistrats, policiers, inculpés — est d'accord à l'ordinaire, pour la chasser.

Les débats d'Aix, pour un observateur sage, ont encore mis en lumière toute une chaîne de complications. Bandits. Parlementaires. Politiciens. Magistrats.

Car, il résulte très clairement d'un examen attentif, du procès d'Aix, que magistrats, policiers et inculpés, étaient liés par un pacte tacite, pour taire certains dessous de l'affaire de la Bourse.

L'« Inconnu », dont il fut question au procès, on n'a guère cherché à élucider le mystère de sa personne.

Pas davantage on n'a tenu à parler, au grand jour de l'audience publique, des augustes protections dont Guiffaut et quelques autres pouvaient arguer.

Du reste, n'étant pas de ces gens qui se réjouissent de l'infortune d'autrui, et qui veulent, à tout prix, des responsables, pour que la vindicte publique y trouve son compte, nous ne sommes pas fâchés des références, qu'ont montrées les inculpés d'Aix.

Il vaut mieux que tout le monde se soit tu.

Un avocat de la partie civile, M^{re} Bataille, a demandé au jury, un arrêt implacable. Il ne faut plus, a-t-il dit, que la rue à Marseille soit une jungle.

De son côté, l'avocat général Lacaux, requérant — sans grande conviction, il semble bien — de la sévérité des jurés, quatre têtes, ont été livrés à une étonnante statufication.

En quatre ans et six mois, on a eu à enregistrer à Marseille 21 assassinats, 5 tentatives d'assassinat, 162 meurtres, 246 tentatives de meurtres et 41 affaires de coups et blessures, soit au total, 475 affaires sanglantes. Le bilan est coquet.

Les partisans de la réforme du jury, vont trouver, à nouveau, la confirmation de leur hèse dans les conséquences du verdict d'Aix : Mardi, soit deux jours après la sentence, un encaisseur n'a-t-il pas encore été attaqué, en plein Marseille ?

Les pourvoyeurs de prisons et de chiourmes vont clamer l'indignité des jurés d'Aix, qui ont, par leur indulgence déplorable, incité d'autres mauvais garçons à marcher sur les brisées de Guiffaut et de ses amis.

Pourtant, si l'on y réfléchit bien, le jugement d'Aix, a été terrible. Et sept des jurés l'ont bien compris, qui ont signé un recours en grâce pour Guiffaut.

Chiocca, en raison de ses antécédents d'aliéné, aurait dû être « puni » avec plus de sagacité.

Sans compter que ce verdict est « immoral », on n'a pas même tenu compte, à Calendini, de ses aveux.

Son avocat, aurait pu réclamer pour lui, la prime à la délation.

Et le procureur ! c'est à croire qu'il a tremé dans l'« attentat » de la Bourse ; n'a-t-il pas, manquant, aux usages les plus sacrés de sa corporation, réclamé la tête du mouchard. Vraiment, on aurait dit, qu'il se vengeait, lui aussi.

Les bas-fonds marseillais, auraient illuminé, selon les journaux, à l'annonce du verdict.

LES BAS-FONDS DE MARSEILLE I

Toute la presse, surabondante de détails, depuis quelques jours, sur ces lieux horribles ! Le préfet Hennion, qui avant de sévir, à Paris, exerça à Marseille, pouvait dire, non sans raison, de la cité phocéenne, qu'elle était au « point de vue criminel et social », un champ d'expériences, comme il y en avait peu.

Marseille, est une curieuse ville. On passe de la Canebière, au Vieux Port sans transition. Le quartier « chic », est à cent mètres des ruelles sombres, où les gens du « milieu » tiennent leurs assises. C'est comme si à Paris, la Chapelle jouissait le boulevard des Italiens.

Le Vieux Port, est certainement — avec la Canebière, il va sans dire — une des choses, dont les Marseillais, sont les plus fiers. C'est une des curiosités touristiques de la ville les plus recherchées. D'ailleurs ouvrez l'annuaire d'une agence de voyage quelconque, vous y trouverez toujours plusieurs pages vantant le pittoresque du Vieux Port.

Quoi qu'il en aient, les Marseillais, peuvent être sûrs, que l'on connaît davantage, à travers le monde, les rues du quartier réservé que la Canebière.

Marseille est sans conteste le port européen où l'on trouve la population la plus disparate. C'est bien Marseille, la patrie d'élection de ces *lumpen proletariats*, qu'abominait tant Karl Marx.

Sur la Joliette s'occupent des milliers de dockers, venus de tous les climats, et qui jargonnent tous les sabirs.

Marseille, est, par excellence la ville cosmopolite. Nulle part, ailleurs, on trouve un amalgame de races aussi composite.

Maintenant parlons quelque peu des mœurs électorales marseillaises, cela nous donnera l'occasion de parler de La Griffe et de ses amis.

La mairie à Marseille, se trouve sur le Vieux-Port. Et c'est dans les multiples « bars de dégustation », qui avoisinent l'édifice municipal, que résident les courtiers électoraux.

Plus que partout ailleurs le maquignonnage électoral, sévit à Marseille. On pratique la corruption à bureaux ouverts.

Tous les partis recrutent leurs agents parmi la populace du Vieux-Port.

Quel est le type ordinaire de l'agent électoral. C'est le souteneur.

Lors du dernier scrutin municipal en 1928, deux bandes ont terrorisé Marseille. Celle à Sabiani et celle à Tasso.

Quelques heures, après l'arrestation des auteurs de l'attentat de la Bourse, tout le monde disait à Marseille : ce sont des *sabianistes* qui ont fait le coup.

C'est un curieux type que Sabiani. Conseiller général, député, il est en chemin de devenir maire de Marseille. Tout le monde le connaît dans les Bouches-du-Rhône.

On parle de lui, avec une crainte mêlée d'admiration.

Sabiani, se prétend socialiste-communiste, c'est lui qui championna Henry Torrès lors des candidatures marseillaises de ce dernier.

A la veille du scrutin législatif de 1928, Sabiani débarqua à Paris. Il venait offrir à nouveau la candidature à Torrès. Celui-ci se refusa, il se croyait sûr du succès dans le Gard. On sait ce qu'il arriva.

Devant le refus de celui, qui jusqu'alors, avait toujours été son poulain, Sabiani se lança dans la mêlée électorale, pour un compte. Et il mena contre son compatriote Tasso, député S.F.I.O., soutenant, une lutte dont on gardera longtemps le souvenir à Marseille. Une lutte terrible, à la corse, Sabiani l'emporta.

Vinrent les élections municipales, Flaisièrres, se sentant menacé par le député S.F.I.O., Tasso, eut une idée de génie, il s'accoupa avec Sabiani. Et Tasso, qui aurait peut-être vaincu Flaisièrres, ne résista pas devant Sabiani.

La lutte électorale se réduisit, aux escarmouches entre les bandes de nerfs à Sabiani, et celles de Tasso.

Sabiani a une supériorité sur Tasso, c'est qu'il prend la tête de ses troupes. Sabiani a les foies un peu plus écarlates que son rival. Tasso est d'origine napolitaine. Et il garde la feurberie, mais aussi la courtoisie de sa race. Sabiani est Corse, et, ma foi, il a toute la rusticité sauvage de certains de ses compatriotes qui vivent dans les maquis.

Sabiani, c'est un joueur de la grande espèce, il n'a pas peur de mettre sa vie en avant.

Tous les gens du milieu à Marseille servent indifféremment Tasso ou Sabiani. Mais les nerfs touchent seulement la main à Sabiani, car lui c'est un homme !

Comment, direz-vous, les Tasso, les Sabiani, paient les marquis, qui les aident dans leurs tâches électorales. C'est bien simple. Comme ils ne peuvent tous devenir commis aux écritures à la mairie ou agents-voyers, on les protège, officieusement. On intercéda, auprès des autorités, pour faire relâcher leurs femmes, qui généralement exercent leur négoce derrière la mairie, rue de la Reynarde, rue Lanterne, rue Figuière-de-Cassis, rue du Raudeau, rue Bouterie.

On en blanchit à leur casier. On leur fait obtenir des « remises de peine » (A Aix, n'a-t-il pas été prouvé que Guiffaut avait vu une condamnation à cinq ans de prison, prononcée contre lui, diminuée, à la suite d'interventions de gens « en place »).

Sabiani, Tasso, Ferdinand Bouisson (car, tout comme un autre, notre distingué président use des ruffians du Vieux-Port pour sa politique électorale) ont au moins un mérite : ils n'abandonnent jamais à leurs hommes. Ils font, toujours l'impossible pour les sauver.

C'est sans doute pourquoi certains incidents du procès d'Aix sont demeurés si obscurs.

A. BARCELONE.

AVIS IMPORTANT

L'imprimerie étant fermée les mercredis 25 décembre et 1^{er} janvier, la parution du LIBERTAIRE sera, pour ce cas de force majeure, retardée d'un jour.

POUR LE RESPECT DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

C'est dans une salle archi-comble, que s'est tenu le meeting organisé par l'U.A. C.R. contre l'arbitraire policier. Malgré le lacerage des affiches, malgré les différents moyens employés par la police pour nuire à notre réunion, le Paris qui pense, celui qui est toujours prêt à se dresser contre l'iniquité avait magnifiquement répondu à notre appel. Les gens de cœur sans distinction d'opinions politiques ou philosophiques ont montré, par leur présence, qu'ils n'étaient pas disposés à laisser insulter sournoisement et ce pays les procédés en honneur dans les nations où sévit la dictature.

Après que le président eut annoncé le but du meeting, qui dit-il, ne vise pas à demander la désagrégation de quelque chef de la police, ce dont les anarchistes n'ont cure, tant ils sont persuadés que les plébes du régime ne disparaîtront qu'avec le régime lui-même ; la parole est donnée au camarade Le Pen, du Comité de Défense Sociale.

Le Pen déclare que les responsables directs de l'état de choses actuel, sont les chefs de la police qui couvrent toujours et quand ils ne les encouragent pas — les exploits de leurs subordonnés. Il cite quelques faits dont il a été le témoin et qui en disent long sur la moralité de la police. L'ordal, en quelques mots bien sentis, indique la position des anarchistes dans le sujet qui intéresse l'auditoire.

Tant qu'une police subsistera, au service d'un Etat, quel qu'il soit, les mêmes faits se reproduiront. Supprimons l'Etat, réformons la Société, dit notre camarade, c'est à cette seule condition qu'est subordonnée la fin de toutes les exactions.

Puis M^{re} Lazurick aborde la tribune. Tout de suite, il tient à indiquer qu'il ne se placera pas sur le même terrain, que l'orateur qui l'a précédé. Partisan de l'Etat, il veut rester dans le cadre de la légalité. Il retrace brièvement l'affaire Almazian, les contradictions des policiers de Lille et de Paris qui, selon lui, constituent un scandale. Les perquisitions sans mandat démontrent que les policiers, en prenant trop à leur aise, et bien qu'il ne veuille pas généraliser, il déclare que trop souvent la police judiciaire outrepassa son rôle. Il adjure les républicains de se dresser contre les méthodes de la police, qui constitue un véritable danger pour l'Etat démocratique.

M. Pas lui déclare qu'il faut débrider la parole à tout le monde sur le terrain de la défense du prolétariat. Il passe en revue les pays où sévit la terreur blanche. Tardieu, dit-il, est un « réalisateur » hypnotisé par l'exemple américain.

A Gastonia, des ouvriers en grève virent d'être fusillés. Tardieu, élève de Clemenceau, empêche, s'il le faut, les mêmes méthodes de répression contre la classe ouvrière. Mais la police, si nombreuse et si bien outillée fit-elle, n'arrêtera pas la révolution, qui seule mettra fin à toutes les iniquités, à toutes les injustices.

Ernest Latent, député, déclare que Tardieu est bien embarrassé avec l'affaire

Almazian. Malgré son cynisme, il a été obligé de reconnaître, à la Chambre, avec inquiétude les exactions commises. Une loi a été votée, pour protéger l'inculpé dans le cabinet du juge d'instruction ; il faudra en voter une pour protéger les témoins. Et, comme, M^{re} Lazurick, il demande aux républicains de s'unir pour exiger le respect des lois en vigueur.

Encore que non inscrit comme orateur, M. Cabanac, de la Ligue des Droits de l'Homme, tient à remercier les anarchistes qui se sont dressés, comme au temps de l'Affaire Dreyfus, contre l'arbitraire. Ils lui ont permis, en organisant ce meeting, d'apporter son témoignage dans l'affaire Almazian. Ce dernier a été frappé, déclare-t-il, avec la dernière sauvagerie. Un fonctionnaire de garde, près des locaux de la P.J., a entendu les cris de détresse, les appels au secours de l'infortuné tailleur, M. Cabanac, certain de l'innocence d'Almazian, déclare qu'il faut arracher Almazian des griffes de la police. C'est à cette besogne que s'emploiera le Comité qu'il a fondé dans le 3^e arrondissement.

Où sont donc ces fameux droits de l'homme, issus de la Révolution française, déclare Pierre Besnard, de la C.G.T.S.R. en montant la tribune. Il retrace les péripéties du projet de loi, garantissant la liberté individuelle, déposé par Clemenceau en 1909 et qui, après plusieurs « navettes » entre les deux assemblées législatives, sommeille encore dans les cartons de la Chambre des Députés. Les gauches hissées au pouvoir à la suite des élections de 1929 n'ont rien fait. La Ligue des Droits de l'Homme, malgré ses moyens puissants, ne bouge pas. Le Parti socialiste, qui compte cependant à la Chambre un nombre imposant de représentants ne même pas l'action qu'il s'impose.

C'est à la classe ouvrière organisée, qu'il appartient de se montrer à la hauteur de la tâche qui lui incombe, pour mettre fin à un régime, toujours du côté des exploités contre les exploités.

Et Le Meillour, en relatant quelques faits dont il fut le témoin, à Rueil, à une époque où Millerand et Tardieu briguaient des mandats en Seine-et-Oise. Tardieu, dit-il, n'a-t-il pas été houlé par la police, de peur qu'il houlât par les manifestants, riant à la vue du « passage à l'acte » de nos amis arrêtés : ceci juge l'homme, les anarchistes doivent s'organiser solidement, dit Le Meillour, s'ils veulent être en mesure de s'opposer efficacement aux forces de répression sociale.

Sébastien Faure, retenu en province, n'avait pu, malgré son désir, prendre la parole à cette réunion. Il sera des nôtres la prochaine fois que pareille occasion se présentera.

M. Dominique, malade, avait envoyé une lettre d'excuse, dont nous extrayons les passages suivants : Rappelez aux auditeurs que dans un pays où la liberté individuelle est en péril, sont menacées, du même coup, toutes les libertés publiques.

(Lire la suite en deuxième page)

CONQUÊTES ET POUVOIRS

Il y a trente et quelques années, ceux qui, parodiant la formule guesdiste, pronostiquaient la « conquête des socialistes par les pouvoirs publics », pouvaient sembler des malveillants qui « exagèrent ».

Les pronostics les plus roses ont été depuis beaucoup dépassés par les faits. Dans tous les pays où il en a eu la possibilité, le socialisme a joué le rôle de « parti de gouvernement » avec toutes les conséquences que cela peut impliquer.

Nos socialistes français discutent depuis un certain temps, et ce sera sans doute le principal objet de leur prochain Congrès, la question de savoir s'ils doivent ou non « participer » à la première occasion à un gouvernement de gauche. Les uns, qui se souviennent que la participation à un gouvernement bourgeois fut longtemps assez mal vue et pourrait nuire à leur popularité voudraient qu'on se contentât d'être ministériel sans être ministre. Les autres les laissent tout à fait à l'écart, et se contentent d'insister avec insistance les portefeuilles exécutifs.

« Faites la révolution ou la participation », clament-ils en un splendide dilemme. En d'autres termes : d'une façon ou d'une autre, assurez-nous des places au gouvernement !

Somme toute, cette position vaut bien celle de soutien d'un vague cabinet radical. Ou encore celle de l'opposition « courtoise » et que l'on taxerait volontiers de complaisance faite aux ministères « orientés à droite ». Et qui est bien obligée de ne pas être méchante. Car si l'on s'approche au ministre réactionnaire tel ou tel agissement il a vite fait de vous riposter : « Si vous aviez été à ma place chargé de maintenir l'ordre, vous auriez fait la même chose que moi, ou pis. » Et il n'y a pas grand chose à lui répondre.

On a vu ou on a vu des ministres socialistes en Allemagne, en Angleterre, en Suède, au Danemark, en Australie. Pourquoi la France en serait-elle privée ? La collaboration Millerand-Guiffaut a fait criser à l'époque, naïve époque. Mais depuis on a vu bien mieux, les ministres socialistes d'union sacrée et quels ! Le grand docteur Guesde et le révolutionnaire Vaillant. Il serait un peu tard pour faire la petite bouche.

De toutes façons, le rôle joué par les partis socialistes en divers pays, sous l'impulsion de l'inspiration aux pouvoirs publics, est digne d'attention. Il serait intéressant d'en faire le bilan, de rechercher quels ont été les résultats pour la classe ouvrière des différents pays.

C'est ainsi qu'entre autres nous voyons en Allemagne les Hermann Muller et les Hindenburg travailler avec ce glorieux Hindenburg et autres Hindenbourgeois, accepter la mainmise de la finance internationale et les ordres de M. Schacht, et maintenir l'ordre selon les meilleures formules. En Angleterre, le Cabinet travailliste n'arrive même pas à trouver un palliatif à la situation atroce des chômeurs. Par contre, il va faire entrer à la Haute Chambre une tournée de pairs travaillistes.

De clivant militants vont être promus au grade d'indignitaires rois. Voilà qui est tout plein gentil et humoristique. Et de quoi faire plaisir, faute de mieux, aux ouvriers britanniques.

A côté de la conquête légale des pouvoirs publics, il y a l'autre méthode, celle du coup de force et de la dictature. Elle a été expérimentée aussi et nous avons vu que quelques-uns de ses résultats. Ainsi quand il y a trente-cinq ans, les critiques contre le socialisme autoritaire pouvaient paraître purement abstraites et par là un peu arbitraires, maintenant est venu s'y ajouter toute une immense documentation de faits qui nous permettent de conclure aussi bien contre le socialisme parlementaire que contre le communisme autoritaire.

Je ne veux pas rappeler ici toutes les déceptions données à ses zélateurs par la parole, sous une forme ou une autre, des pouvoirs publics.

Ceci admis, la question se pose : si vous n'êtes pas partisan de ces méthodes-là, comment concevez-vous une transformation sociale « utile » ?

La réponse n'est pas difficile à formuler. Elle est, à la vérité, plus difficile à faire accepter, dans une époque aussi pourrie d'autoritarisme que la nôtre.

Il est beaucoup plus facile de faire admettre les vieilles routines estampillées par l'Histoire que les paradoxes anarchistes.

Et il est plus aisé d'imposer par la force une volonté arbitraire que de trouver une solution réelle aux problèmes sociaux.

Malgré tout, et face aux piètres résultats obtenus par les systèmes autoritaires, on croit certainement préconiser d'autres méthodes.

Celles d'hommes et de groupements, qui au lieu de vouloir dicter leurs lois, pensent et agissent librement eux-mêmes selon ce qu'ils jugeront le meilleur. Et dont les initiatives ne seront pas perdues.

On peut concevoir ainsi que la guerre, pour devenir véritablement pratique, doit être, dans une certaine mesure, dénuée de tout un certain nombre d'hommes décidés à ne pas y participer.

Que l'exploitation capitaliste prenne fin, et le salariat, quand une quantité d'ouvriers aura décidé de se servir désormais du matériel de production en vue du bien-être général et non de certains calculs monétaires.

On peut imaginer la croissance de groupements de plus en plus vastes, unissant les individus en vue de buts communs, sans leur demander aucun sacrifice d'indépendance, et réduisant rapidement à l'impuissance les formations coercitives.

On peut imaginer, enfin, selon le vœu d'un « marxiste », rejoindre au monde des antipathies la route à fillet et la hache de pierre.

EPSILON.

LA CRISE VITICOLE

LA RÉVOLTE DES VIGNERONS

Un peuple absolument uni, se gouvernant dans la paix et la fraternité n'a pas besoin de gouvernement. Que dire du soulèvement des vignerons ? Si ce n'est que la justice n'empêche pas le crime, que la politique vit de la haine, que l'intérêt personnel fait la lutte et que l'administration ne gouverne que pour un parti.

JULES RIVALS.
(L'âme terrifiée.)

Il est paradoxal d'écrire les phrases qui forment l'exergue de cet article quand on a exercé la profession de juge d'instruction et que l'on est conseiller à la Cour, ce sont pourtant de telles phrases que M. Jules Rivals a écrites dans son volume, *L'Âme terrifiée*, qui relate d'une façon impartiale les événements de la révolte des vignerons de 1907. Ces événements sont à nouveau à l'ordre du jour à cause de la mévente du vin et de la tentative faite par le maire de Puichéric (Aude) pour constituer à nouveau un Comité de Défense de la Viticulture capable de remédier par son action à la crise viticole actuelle. Nous laisserons de côté dans le présent article les causes de la crise et les remèdes capables d'y apporter une solution pour examiner rapidement les événements de 1907, la tentative de soulèvement populaire, la fraternisation des soldats du 17^e d'infanterie avec les manifestants, et la leçon que les révolutionnaires peuvent tirer de ces événements. D'abord, un premier point, c'est la progression en nombre des manifestants qui, de 15.000 lors de la réunion de Lezignan, seront 80.000 à Narbonne, 150.000 à Béziers, 250.000 à Carcassonne, autant à Nîmes, pour se terminer en apothéose à Montpellier le 9 juin 1907, où le chiffre des manifestants atteignit 800.000.

Tant que le gouvernement eut affaire à telle démonstration, il se garda bien de tenter une répression quelconque, mais le soir du 9 juin, à Montpellier, alors que beaucoup de manifestants avaient quitté la ville, il tenta de provoquer un semblant d'émeute par ses agents provocateurs : de faux étudiants au bétail suspect, de faux ouvriers, suivis par la foule anonyme, brisèrent quelques vitres à la mairie, et, comme le commissaire essaya d'en faire état pour son rapport, on lui fera remarquer que les vitres ont été cassées de l'intérieur à coups de canne, ce qui démontre bien le caractère de la provocation. Le lendemain, gendarmes et troupes envahissent Montpellier, et ce sera, pendant quelques soirs, des charges meurtrières pour dégrader le Palais de Justice que des manifestants veulent envahir, pour délivrer les membres du Comité d'Argelliers qui y sont enfermés.

Dans les jours qui vont suivre, de nombreux régiments seront appelés pour réprimer les manifestations. Le soir du 19 juin, le 10^e cuirassiers charge à Narbonne, sur le boulevard Gambetta, les soldats balayent la chaussée, les voitures, et sont arrêtés par une barricade ; ils tirent à travers les portes, les cloisons et les rideaux de fer du Bar Pincout, où il tiennent un nommé Ramond et blessent sa fille. Naturellement, cette répression sauvage n'a fait qu'exaspérer la combativité des habitants de Narbonne, le lendemain 20 juin, un inspecteur de la Sûreté de Paris, M. Grossot, est reconnu par des passants ; arrêté, il est jugé par un Comité provisoire et jeté au canal, d'où des âmes sentimentales le tireront et l'accompagneront au poste le plus voisin, celui de la mairie, pour le soigner ; mais, hélas ! arrivé là, le policier oublie que ceux qui l'accompagnent ne sont pas ses agresseurs, mais ses sauveurs. Il va vers les soldats, et alors, sans sommation, la troupe tire sur la foule, faisant des morts et des blessés. C'est le 13^e d'infanterie qui, oubliant ses devoirs de classe, vient d'assassiner ses frères de misère.

En effet, parmi les victimes de ce jour, nous relevons : Cécile Bourrel, 21 ans, de Cuxac d'Aude, tuée à la sortie du pont ; Maigron, de Narbonne ; Gaston Payer, de Bages ; Daurand, Rouquière, et de nombreux blessés. Cette sauvagerie tue ne fera, d'ailleurs, qu'augmenter le mécontentement parmi les populations viticoles du midi et elle aura encore un autre effet : la mutinerie des soldats du 17^e d'infanterie.

Ce régiment, en partie composé de jeunes gens du midi de la France, connaissait les maux de révolte des vignerons ; en garnison à Agde, il devait, lui aussi, participer à la répression, quand dans la journée du 21 juin, 400 soldats se révoltèrent, après avoir pillé une poudrière, ils se mirent en marche sur Béziers, où ils campèrent sur les allées. Leur idée était de marcher vers Narbonne et de venger les soldats du 13^e, les assassins dont ces derniers s'étaient rendus coupables ; seulement, le gouvernement voulait éviter à tout prix une telle tentative. Les généraux Bailloud et Lacroix furent chargés d'aller parler aux mutins, et ceux-ci eurent la naïveté de croire aux paroles qui leur étaient adressées. Au milieu de la harangue du général Lacroix, la foule demanda : « Y aura-t-il des punitions ? » et le général répondit : « Il n'y aura pas, de punitions individuelles ! » Hélas, on n'eut qu'un tort, c'est de ne pas exiger, ni punition individuelle ni punition collective.

En effet, le 81^e d'infanterie était massé dans la cour de la caserne attendant les ordres pour s'emparer au besoin, par la force, des mutins du 17^e, mais ceux-ci cédant aux sollicitations des généraux cités plus haut et à celles plus pressantes du comité, décidèrent de se rendre par petits groupes, par individualité, ils rentrent dans la cour de la caserne où, dès leur arrivée, ils furent immédiatement désarmés. Deux jours après, le régiment était dirigé sur Gap, et le bataillon le plus mal noté était embarqué pour Gafsa, où il devait peupler les hôpitaux, décimé qu'il fut par la maladie et le régime de répression qu'on lui imposa par punition.

Deux jours après, le 23 juin, le promoteur de tout le mouvement, Marcellin Albert, d'Argelliers avait une entrevue à Paris avec M. Clemenceau et celui-ci n'avait pas de peine, en rusé d'omate, de se jouer de l'homme sincère et fruste qu'était Marcellin Albert ; de retour à Argelliers, son étoile avait pâli et le mouvement se termina par l'obtention d'un vote de

la Chambre de certaines lois protectrices de la viticulture et de la création de la confédération générale des vignerons, organisme chargé de la défense de la viticulture.

Dans ces événements, une chose grosse de conséquence pour le gouvernement avait été la décision du comité d'Argelliers, de lancer le 10 juin (si à cette date, les viticulteurs n'avaient pas obtenu satisfaction), la grève de l'impôt, accompagnée de la démission de toutes les municipalités des localités de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault, ce fut sûrement cette menace de grève de l'impôt qui dut influencer le plus le gouvernement. Que l'on n'oublie pas en effet, la force colossale contenue dans cette menace : ne plus payer l'impôt. Imaginez tout un département, toute une région refusant tout simplement de vers

Une nouvelle victime

EN NORVÈGE

Les organisations autonomes locales eurent à augmenter toujours davantage le chiffre de leurs adhérents, quand elle furent assez nombreuses et fortes, elles escomptent qu'elles ne seraient plus qu'un détail pour l'ensemble, et elles furent la Centrale suédoise, d'inspiration d'une Centrale étrangère. On convoqua un Congrès en juillet 1916. Celui-ci autorisa la constitution d'une centrale anarcho-sindicaliste en Norvège, la *Norsk Syndikalistisk Federation* qui réunit primitivement 17 syndicats locaux avec un total de 1.024 adhérents.

Les leaders de l'opposition syndicale s'adressèrent aussitôt contre la nouvelle centrale. Ils s'efforcèrent de briser son action en faisant avorter des grèves, en organisant sur les chantiers une véritable chasse aux anarchistes, ils perdurent plus en plus le plus l'esprit d'indépendance, et si bien qu'en 1918, lorsqu'ils convoquèrent la majorité, il n'y avait plus aucune différence idéologique, ou tactique entre les anciens chefs réformistes et eux. Pour ruiner la *Norsk Syndikalistisk Federation* ils usèrent des plus vils procédés, sachant que la plupart des meneurs anarcho-sindicalistes étaient des étrangers, nationaux suédois, ils n'hésitèrent pas, au cours de certaines grèves, à les dénoncer à la police et à les faire expulser en application de la loi contre les vagabonds. De 1918 à 1919, dans les seules provinces de Västmanland et d'Uppland, les étrangers expulsés furent plus de 2.000 suédois dont l'unique défaut consistait dans leur affiliation à l'N. S. F.

En 1922, les anciens opposés furent devenus chefs de file du mouvement réformiste, concurrent, car le marxisme n'a pas cours, précieux dans la crise du travail. Les membres de la N. S. P. se recrutèrent surtout, en effet, parmi les ouvriers du bâtiment et des mines, et dans les années 1920-1930, de jeunes éléments de ces travailleurs furent les premiers atteints par le chômage. Alors qu'un avait employé dans les mines de Norvège, en 1913, 8.000 ouvriers, on n'en occupa que 2.500 seulement en 1930. Grâce à l'abnégation de ces camarades, leur lutte pour la survie économique entraîna des espérances optimales, car les Norvégiens, les *Norski Samfundistiske Forbunds* subsista. Son influence se développe

EN ROUMANIE

Le bétail humain

Signalons à ce propos que cette convention inaugure de nouvelles méthodes d'immigration ouvrière. Il n'est plus question d'immigration collective permettant aux travailleurs de se fixer à demeure en France, de constituer un foyer, de participer à la vie sociale en adhérant, par exemple, à des syndicats ou à des sociétés de secours mutuels. Dorénavant, les ouvriers sont « prêtés » par les gouvernements aux patrons français et à l'Etat qui les soustraient à l'ambiance ouvrière française. La convention spécifie, en effet, que les ouvriers français et les industriels français seront obligatoirement remplacés par d'autres ouvriers, de manière à ce qu'ils n'aient pas le temps de se dépayser, d'apprendre notre langue et de se comprendre avec leurs compagnons de travail. Les salaires fixés à priori aux étrangers sont supérieurs aux salaires payés en Roumanie; mais il faut souligner que les salaires des ouvriers roumains sont les plus bas de l'Europe, de sorte que cette stipulation est une attaque directe contre le standard de vie des travailleurs français.

Cette convention, — contre laquelle il est du devoir de nos organisations de se battre, — va entrer prochainement en application. Une Commission d'enquête a déjà, paraît-il, commencé son œuvre ne

D. M.

Sur l'arrestation d'Odéon

Le *Libertaire* a annoncé la semaine dernière l'arrestation de notre ami Odéon.

Celui-ci m'a chargé de m'occuper de tout ce qui a trait à sa défense et de renseigner, au besoin, les camarades sur son cas.

On ne peut — à moins d'avoir le cœur dur comme pierre — assister insensible au sacrifice qu'un camarade fait de sa liberté, de sa santé, ni on ne peut s'empêcher

En considération de cela, j'avoue m'être efforcé de faire revenir Odéon sur sa décision. Je n'ai pu y réussir. Aussi, je crois point me tromper en annonçant qu'au

lui, avec son cas, l'objection de conscience sera posée devant le tribunal militaire et l'opinion publique, avec netteté et logique, et d'un point de vue qui ne pourra déplaire aux anarchistes révolutionnaires que nous sommes.

Je dirai la semaine prochaine comment Odéon a été amené à refuser d'accomplir une période militaire, et de quelle façon, entend se situer comme objecteur de conscience. — **Louis Lecoin.**

Nota. — Les camarades qui voudraient se défaire d'un livre ou deux pour Odéon sont priés de les déposer à mon nom à *Libertaire*.

Pour que vive le Libéralisme

—♦—

Scuscriptions reçues du 27 novembre
au 9 décembre 1922.

[illegible]

**Anarchistes
Syndicalistes
Révolutionnaires**

Avez-vous pensé à soutenir LE
LIBERTAIRE ? Il ne vit que par
vous et pour vous.

RÉPONSE A NESTOR MAKHNO

Si l'Union est responsable de ce que frappe chacun de ses membres comment peut-elle l'être à chaque membre et aux différents groupes ? la liberté d'appliquer le programme commun est la façon jugée la meilleure ? Comment peut-elle être responsable d'un acte sans la faculté d'empêcher ? L'Union donc, et pour elle le Comité exécutif, devrait surveiller l'action de chaque membre et prescrire ce qu'ils doivent faire.

Je vous remercie de l'attention que vous avez voulu prêter à l'un de mes écrits, et dans l'espoir de vous lire encore, je vous salue cordialement.

Novembre 1929.

Errico Malatesta

La publication des sommès reçues et dépenses est faite dans le premier deuxième numéro du mois, et tient lieu d'accusé de réception.

Bonne propagande aussi, que ce meeting
il fut distribué de nombreux tracts et jo
naux. — Le Comité de Défense Sociale.

"SCIENTIFIC MANAGEMENT"

2° Partie : OBJECTIONS ⁽¹⁾

Face au Taylorisme

Relativement à la fatigue de l'ouvrier dans l'usine taylorisée, M. André Philip après avoir enregistré très impartialement

(1) Voir le **Libertaire** des 23-30 novembre
du 7 décembre 1929.

Comité d'Entr'aide

CAMARADES,

N'OUBLIEZ PAS QUE « L'ENTRÉE » SOUTIENIT LES EMPRISONNÉS ET LEURS FAMILLES.
FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.
Adresser les fonds à Langlissé, tertiaire, Bourse du Travail, Bureau S.U.B.

TRIBUNE SYNDICALE

CONTINUONS...

Notre camarade Guigui, étant dans l'obligation de partir à l'étranger, a dû abandonner la « Tribune Syndicale » qu'il tenait depuis 1 an.

La C. A. a désigné pour le remplacer le camarade Desfaudais, qui, comme on le verra dans la déclaration qu'il publie ci-dessous, continuera l'œuvre de son prédécesseur. C'est dire que la « Tribune Syndicale » continuera d'être par le passé à faire entendre la voix des syndicalistes révolutionnaires dispersés dans les 3 C.G.T., ceci afin de créer un état d'esprit favorable à l'Unité Syndicale.

Je crois être l'interprète des collaborateurs habitués de cette tribune, comme aussi de tous les lecteurs du Libéraire, en souhaitant que l'absence inopinée de notre camarade Guigui, parti à l'étranger, ne soit pas de longue durée. Puisqu'il nous a laissés le soin de le remplacer ici, nous ne pouvons mieux faire, semble-t-il, que de continuer sa tâche dans le sens où lui-même la concevait, c'est-à-dire en gardant aux articles paraissant sous cette rubrique le caractère d'une libre discussion où peuvent s'exprimer les tendances diverses du syndicalisme révolutionnaire.

C'est dans cet esprit que Le Pen, le mioritaire unitaire et moi-même avons décidé de continuer à apporter ici nos points de vue et nos suggestions de militants syndicalistes, de commenter au jour le jour les faits proposés par l'actualité syndicale et ouvrière, et d'examiner les problèmes du présent et de l'avenir de la solution desquels dépend le sort du prolétariat.

Nous n'avons pas, dans ces colonnes, l'intention d'établir une nouvelle doctrine syndicale. L'utilité, d'ailleurs, nous en paraît contestable. Au moment où la classe ouvrière est précisément partagée entre tant de conceptions apparemment opposées du syndicalisme et voit, pour cette cause, ses efforts demeurer vains, il nous apparaît inutile de mettre en circulation une nouvelle formule d'organisation qui ne vaudrait sans doute pas mieux que d'autres. Nous ne croyons plus, depuis longtemps, à la magie des mots et si le regroupement de la classe ouvrière est une nécessité absolue, nous pouvons bien donner qu'il se fera autour d'une proposition inédite bénéficiant d'un consentement universel.

La doctrine syndicale n'est pas à établir. Elle s'inscrit dans les documents inébranlables et précis de la motion d'Amiens à la Chartre constitutive de la C.G.T.S.R. qui expriment les lites des organisations ouvrières aux prises avec les partis politiques et avec les gouvernements et qui jalonnent la marche du prolétariat vers son émancipation. Que pourrions-nous ajouter à tant de textes explicites sinon d'inutiles redites ou de dangereuses innovations.

Ce ne sont pas de nouvelles théories syndicales qui manquent à la classe ouvrière. Seule l'habileté des politiciens ayant à leur concours désintéressés aux organisations syndicales a pu faire croire aux travailleurs qu'ils concevaient différemment leurs émancipations et, en exploitant, pour des fins ambitieuses, les apparentes divergences qu'ils avaient provoquées, aggraver à plaisir un désaccord qui aboutit à la dispersion des forces prolétariennes dans une C.G.T. dont la puissance apparente ne saurait que capotter, dans une C.G.T.U. dont l'ardeur est dévoyée et dans une C.G.T.S.R. dont l'effluence — malgré les efforts de ses militants — est encore étroitement limitée. C'est seulement, lorsque la classe ouvrière opposera à l'action des politiciens sa volonté d'entente et, partant, sa méthode d'action, en dehors et au-dessus de toutes les raisons apparentes de divisions qu'on lui fournit, qu'elle aura trouvé le chemin de son salut.

La Tribune syndicale du Libéraire peut aider pour sa part, à la réalisation de cette unité. En réunissant des collaborateurs venus d'horizons différents, appartenant à des formations syndicales différentes, elle donne la preuve irréfutable de la possibilité d'un effort commun à des tendances diverses et se proposant aujourd'hui, l'exposition de certains problèmes ouvriers, demain, une action collective cohérente. Elle établit ainsi l'existence d'un terrain d'entente où peuvent se donner rendez-vous tous les syndicalistes, à la condition toutefois, selon la tradition qui règne ici, qu'ils considèrent que l'injure n'est pas un argument, qu'au-dessus des personnes il y a les faits et les idées et que rien ne vaut, pour s'entendre,

comme une discussion libre, certes, mais objective, inspirée non par des attaches sentimentales mais par la recherche des seuls intérêts de la classe ouvrière.

Notre camarade Guigui désirait que cette tribune servît précisément à provoquer cet effort de mutuelle compréhension des hommes et de clarification des problèmes ouvriers. C'est là notre souhait ; c'est là qu'il faut trouver l'unité profonde de cette collaboration. Nous croyons qu'à cet égard, nous devons nous interdire toute opposition systématique à l'endroit d'une quelconque des trois C.G.T., tandis que nous ferons appel, afin de donner plus d'ampleur à notre discussion, à tous les camarades qui veulent défendre la cause syndicale ; nous pensons en écrivant ces lignes aux militants de la C.G.T.S.R. dont aucun jusqu'à présent n'est venu nous apporter son concours. C'est seulement en abandonnant toute prévention, comme toute rancune et en oubliant les atteintes du passé qu'il est possible de travailler, dans la mesure de ses moyens, à l'unité de la classe ouvrière.

DESFAUDAIS.

P.S. — Envoyer toutes communications concernant la Tribune Syndicale à Desfaudais, 72, rue des Prairies, Paris 20.

FEDERATION DU BATIMENT

Les saboteurs de bâtiments

Ces temps derniers encore, des bâtiments en construction se sont effondrés comme châteaux de cartes.

Il serait grand temps de mettre un frein à un régime de criminalité entrepreneuriale qui, chaque jour met en péril l'existence des travailleurs de notre industrie.

Un quotidien de Paris s'est ému de la question, et dans un article un peu farfelu fait causer un architecte.

Certes, les arguments développés par le technicien et le journaliste ont une certaine valeur et imputent à tout ce ramassis de mercenaires et de lâches les responsabilités de presque tous les effondrements.

Toutefois nous ne suivrons, ni l'un ni l'autre, dans leurs conclusions communes qui tendraient à exiger de l'Etat aux entrepreneurs, architectes et ingénieurs des références techniques qui devraient ainsi à n'importe quel de s'habiller du jour au lendemain, constructeur d'immeubles.

Il y a au-dessus de ces arguments routiniers d'autres plus flagrants de responsabilités et d'autres moyens à mettre en pratique, pour éviter le retour de catastrophes comme celle de Vincennes.

C'est pas tant sur des plans mal calculés qu'il faut attirer l'attention mais sur les malheurs, sur les sabotages, proprement dits.

Murs, poutres, piliers et planchers, pas assez larges dans le regard des points à supporter, débordent trop hâtif et enfin la qualité des matériaux employés : fers, bois, sable, chaux ou ciments.

La plupart du temps, c'est du vil et mal que les maîtres entrepreneurs exigent de leurs exploités.

Le surmenage, les longues journées qui enlèvent aux travailleurs une grande partie de leurs facultés physiques et enfin pour couronner tout cela, les mauvais dosages dans les mélanges des mortiers.

Nous ne serons plus assez naïfs, pour faire ressortir une valeur quelconque à l'argumentation de ceux qui croient bien faire en demandant certains individus dont le seul but est de réaliser des bénéfices dans la construction, il y a autre chose à faire qu'à pleurnicher ou se morde les pouces.

Depuis des mois et des années nous exigeons des délégués à la sécurité d'être mandatés par les syndicats avec les plus grandes prérogatives pour refuser les matériaux et même la main-d'œuvre qui ne donneraient pas les garanties nécessaires soit de solidité, soit de technicité.

A aucun moment il ne doit s'agir de créer encore une élite de fonctionnaires budgétaires ayant souvent un fil à la patte ou de mettre devant une papeterie sans valeur, ce qui fait avant tout d'un maximum de sécurité pour l'ouvrier qui construit et les gens qui habitent.

COMITE DE L'ENTRAIDE

Réunion de la Commission de contrôle vendredi 20 décembre, à 20 heures, Bourse du Travail, Bureau 30, 4^e étage.

Réunion générale des membres du « Comité », à 20 h. 30, même adresse.

A propos de la participation au Congrès

AUX GROUPES DE L'U.A.C.R.

La C. A. a décidé, dans sa dernière réunion, l'ouverture de la tribune d'avant Congrès à la date du 1^{er} janvier.

Nous prions les camarades qui avaient envoyé des articles destinés à la Tribune du Militant de bien vouloir patienter jusqu'à l'ouverture de cette rubrique.

UNE MISE AU POINT DES PRECISIONS

Les camarades Boucher, Faucier, Frémont, Ribeyron connaissent notre appel avant de rédiger le leur. Comme nous étions dans l'ignorance de ce qu'ils écriraient, cela explique que nous soyons obligés de préciser, aujourd'hui, certains points.

Tout le monde a trop souvenance de ce que fut le Congrès d'Amiens, dans quelles conditions il a été organisé et comment il se sépara pour que nous éprouvions la nécessité de relever, à ce sujet, les erreurs de nos quatre camarades. Certes, ce Congrès ne fut pas adhérent à l'Union Anarchiste un grand nombre de copains, mais il créa l'ambiance favorable au développement de nos œuvres. Le Libéraire, par exemple, qui paraissait difficilement dans les quinze jours avant Amiens, et qui était sur le point de dégringoler davantage, parut chaque semaine.

Des amis comme Rhillon, Epsilon, Fabbri et autres qui collaborèrent depuis Amiens parce qu'il y avait quelque chose de changé, nous n'avons pas souvenance de leur collaboration avant le Congrès de Paris, c'est-à-dire au lendemain du Congrès d'Orléans, où cependant l'unité avait été réalisée. Le moins que l'on puisse dire de ces collaborateurs, c'est que, pendant un laps de temps assez long, à une époque où nous étions à l'apogée de notre effrayante, ils se souciaient fort peu de la marche du « Libéraire ».

Pour ce qui est du travail accompli depuis Amiens, à l'U. A. C. R., il nous semble avoir été assez explicite. Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent avoir accompli seuls le nécessaire. Tous ceux qui sont quelque peu au courant de la marche de notre organisation connaissent bien la composition de la C. A. qui, depuis Amiens, a chargé d'administrer l'U. A. C. R. Il serait ridicule de vouloir se jeter à la tête nos états de services respectifs.

Pour ce qui a trait au bolchevisme, nous aurons l'occasion d'y revenir dans la tribune d'avant Congrès. Qu'il nous suffise de dire que si, nous aussi, nous considérons le bolchevisme comme un très grand danger pour la classe ouvrière, ce n'est pas nous qui nous sommes oubliés de lui faire part de nos suggestions y seront discutées pour la propagation et la diffusion de notre « Combat syndicaliste » seul journal syndicaliste-révolutionnaire.

A tous ceux qui sont décidés à tirer le mouvement syndical de l'ornière où l'ont embourbé les politiciens, le groupe des Amis du « Combat syndicaliste » est ouvert, vous y serez accueillis fraternellement. Vous pouvez envoyer votre adhésion et vos suggestions, les sommes reçues seront publiées tous les mois dans le « Combat syndicaliste », cette publication tiendra lieu d'accusé de réception. — Le Secrétaire : Louis Boisson, Maison du peuple d'Argenteuil.

13^e REGION FEDERALE DU BATIMENT

A NOS SYNDICATS, A NOS SYNDIQUES

Des copains nous demandent des précisions sur la fausseté ill dite des Assurances Sociales. Réponse :

Nous ne sommes pas contre le principe, mais contre l'obligation qui comporte les versements ouvriers.

Ainsi mille francs de salaire n'en feront plus que 900. Cette somme, disant philanthropie n'est qu'une duperie des lors que ce sont encore les prolétaires qui vont mettre la main à la poche de bon gré ou de force et que c'est encore l'Etat qui se sert de ce service de la main-d'œuvre.

Voilà où la démagogie politicienne a trouvé bon de bluffer une fois de plus les travailleurs. Pour faire échouer la loi, il faut que les millions de travailleurs se refusent systématiquement à se laisser voler leurs salaires.

Le « Combat Syndicaliste » sous la plume autorisée d'Andrieux, a fait une analyse intrinsèque de cette fameuse fustierie qui rappelle les Reliques pour les Morts.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

LA VIE DE L'UNION

COMPTE RENDU FINANCIER DU « LIBERTAIRE »

NOVEMBRE 1929

Résumé

Abonnements, réabonnements 1.857 95

Depositeurs 3.079 30

Souscriptions 2.038 30

Bénéfice fête du 24 1.503 15

Divers 31

Total 9.106

Dépenses

Imprimerie 2.598 10

Expedition, routage 790 30

Salaires administration 335 50

Presence (correspondance, etc.) 2.287 25

Total 5.911 25

Déficit pour ce mois 118 50

Déficit antérieur 2.167 25

Déficit total au 1^{er} décembre 2.285 75

PARIS-BANLIEUE

Groupe des 5^e, 6^e et 13^e. — Mardi soir, 24 décembre, à 20 heures 30 précises les adhérents et les amis du groupe seront présents, 10, rue de l'Arbalète.

Présence absolue obligatoire des adhérents.

Questions très importantes pour le groupe.

Groupe des 14^e et 15^e. — Le groupe se réunit le vendredi 20 à 20 h. 30 au 181, faubourg Saint-Antoine. Notre camarade Lashort continuera sa causerie sur le Syndicalisme. Que tous soient présents.

Groupe des 14^e et 15^e. — Les militants de ces deux arrondissements se réunissent régulièrement chaque vendredi à 20 h. 30, maison des Coopérateurs, petite salle, 83, rue Mademoiselle. Discussion sur l'activité du groupe pendant cet hiver.

Groupe des 17^e et 18^e. — Que tous les camarades prennent bonne note que le groupe se réunit exceptionnellement le jeudi 26 décembre, à 20 heures, 48, rue Duhamel, 18^e.

Groupe d'Argenteuil. — Les copains syndicalistes, anarchistes, sympathisants, sont invités à la réunion du groupe qui a lieu tous les dimanches matin à 9 h. 30, à la Maison du Peuple.

Le « Libéraire » et le « Combat Syndicaliste » sont en vente toutes les semaines à la Maison du Peuple.

C. G. T. S. R.

AUX AMIS DU COMBAT SYNDICALISTE

Aux sympathisants ! ! !

Au moment où s'exerce l'action désorganisée des partis politiques, qui tendent tous à la démolition du syndicalisme, le groupe des amis du « Combat syndicaliste », qui vient de se constituer à Argenteuil, pour le département de Seine-et-Oise, lance un pressant appel aux camarades sympathisants pour qu'ils assistent à ses réunions qui ont lieu tous les trois dimanches de chaque mois, à 14 heures, 48, rue Duhamel, 18^e.

Toutes les suggestions y seront discutées pour la propagation et la diffusion de notre « Combat syndicaliste » seul journal syndicaliste-révolutionnaire.

A tous ceux qui sont décidés à tirer le mouvement syndical de l'ornière où l'ont embourbé les politiciens, le groupe des Amis du « Combat syndicaliste » est ouvert, vous y serez accueillis fraternellement. Vous pouvez envoyer votre adhésion et vos suggestions, les sommes reçues seront publiées tous les mois dans le « Combat syndicaliste », cette publication tiendra lieu d'accusé de réception. — Le Secrétaire : Louis Boisson, Maison du peuple d'Argenteuil.

13^e REGION FEDERALE DU BATIMENT

A NOS SYNDICATS, A NOS SYNDIQUES

Des copains nous demandent des précisions sur la fausseté ill dite des Assurances Sociales. Réponse :

Nous ne sommes pas contre le principe, mais contre l'obligation qui comporte les versements ouvriers.

Ainsi mille francs de salaire n'en feront plus que 900. Cette somme, disant philanthropie n'est qu'une duperie des lors que ce sont encore les prolétaires qui vont mettre la main à la poche de bon gré ou de force et que c'est encore l'Etat qui se sert de ce service de la main-d'œuvre.

Voilà où la démagogie politicienne a trouvé bon de bluffer une fois de plus les travailleurs. Pour faire échouer la loi, il faut que les millions de travailleurs se refusent systématiquement à se laisser voler leurs salaires.

Le « Combat Syndicaliste » sous la plume autorisée d'Andrieux, a fait une analyse intrinsèque de cette fameuse fustierie qui rappelle les Reliques pour les Morts.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

Congrès sera libre de se transformer ? Le Congrès sera libre de nous faire comprendre que l'on veut en venir.

En tout cas, nous tenons à répéter que la conception d'un tel Congrès est la négation même de tout esprit d'organisation. Rien n'empêcherait les camarades de l'Union Anarchiste de continuer à adhérer aux groupes. Ce ne sont pas les appels qui ont manqué. S'ils ont vraiment l'intention d'œuvrer efficacement pour la réalisation de notre idéal, ils seront à même d'adhérer à l'Union au lendemain du Congrès.

En attendant, nous répétons : le Congrès sera neutre. Nous connaissons l'ambiance. A une question précise, un camarade de la C. A. n'a-t-il pas répondu textuellement : « Le Congrès sera libre de se transformer ? »

PROVINCE

FEDERATION A. C. DU MIDI

La préparation de la tournée de conférences L. Liard n'a pas permis de tirer à temps le Bulletin du mois de novembre. Celui-ci paraîtra en même temps que celui du mois de décembre.

Le compte rendu du Congrès paraîtra en plusieurs parties et en supplément aux Bulletins.

Nous prions aux groupes adhérents de donner aux Comités départementaux une existence solide, le développement de la propagande libératrice dans notre région, dépendra de la vitalité de ceux-ci.

En attendant, il est du devoir de chacun de nous de verser régulièrement les cotisations mensuelles, fixées par le Congrès, à 2 francs par membre. — Le Secrétaire.

Comité Anarchiste de l'Aude et Pyrénées-Orientales. — Conformément aux décisions unanimes du Congrès et aussi en vue de donner à notre propagande, une impulsion nouvelle, une réunion des groupes et individuellement de nos deux départements, va être organisée sous peu. Voici l'ordre du jour qui y sera discuté :

1. La propagande dans nos deux départements.

2. Le Comité, sa vie, son rôle.

3. L'activité des groupes.

4. Le syndicalisme et les anarchistes.

5. Formation d'une école de militants.

Les questions diverses.

Le lieu et la date du Congrès seront fixés ultérieurement. — Le Secrétaire.

Montpellier. — Réunion du groupe tous les vendredis à 20 h. 30 au café du Rampart, au bas de l'Esplanade, entre de brochures, abonnement au Libéraire. Prière aux camarades de s'y rendre assidûment.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque samedi. S'adresser à Raoul Collin, 34, rue des Murins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe de Toulouse. — Le Groupe Bien-Etre et Liberté prie les camarades et sympathisants d'assister nombreux aux réunions du groupe qui ont toujours lieu les samedis, à 21 heures, dans le local du groupe rue Saint-Charles, 43.

Tous les dimanches matin répartition des vivres au groupe d'achat en commun rue Saint-Charles, 43.

Vente de livres et brochures à la librairie volante, montée rue Saint-Bernard, à Saint-Sernin.

Changement de secrétaire. Adresser dorénavant la correspondance du groupe au camarade de Nan Victor, 32, rue Camy, Toulouse.

Chambre Syndicale des Métallurgistes de la Seine. — Les adhésions et les cotisations sont reçues tous les samedis à la permanence de 15 h. à 18 h., bureau 21, 5^e étage, Bourse du Travail.

Les copains sont invités que les cartes 1930 sont des maintenant à leur disposition.

Le Syndicat des Tabacs de Nanterre organise pour le 22 décembre, à 10 heures du matin, un Grand Meeting public et contradictoire, à la salle de la Coopérative. Sujet traité : Notre doctrine et notre programme syndical. Vu l'importance de ce Meeting, tous les amis et sympathisants sont priés d'être présents.

DOCUMENTATION SYNDICALE

FERNAND PELLOUTIER :

LES SYNDICATS EN FRANCE 0,30

EMILE POUGET :

L'ACTION DIRECTE 0,30

LE SYNDICAT 0,30

LES BASES DU SYNDICALISME 0,30

LE PARTI DU TRAVAIL 0,30

en vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris 20.

Communications Diverses

Les amis de la région parisienne de l'Encyclopédie Anarchiste se réuniront le 14 janvier 1930, salle du restaurant coopératif « La Solidarité », 15, rue de Meaux, métro : Combat. À l'ordre du jour : la situation de l'E. A. S. La propagande possible, placement de livres, réception de réabonnements, dons, souscriptions, abonnements, etc. Causerie par Pierre Besnard sur l'organisation post-révolutionnaire du travail. Invitation cordiale à tous.

Un Comité de Défense pour la libération des objectifs de conscience Guillo, vient d'être formé. Un tract est à l'impression. Pour la correspondance s'adresser à (Lucien) Bernier, 12, rue Guy-de-Brosses, Paris (5^e), et pour le trésorier, même adresse.

PETITE CORRESPONDANCE

Camarade désirant se procurer l'Homme et la Femme d'Elisée Reclus. Faire offre à la Librairie.

Nous serions acheteur de la correspondance de Proudhon (14 volumes). Écrire à la Librairie.

Travail exécuté par des ouvriers agricoles

Le Gérant : JEAN RIBEYRON.

Imprimerie spéciale du Libéraire 10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

déran, il fut empoigné, jeté dans un fiacre et amené au parquet. Le survenant, passant en correctionnelle, il se voyait, toujours sous le nom de Liard, condamné à quatre mois d'emprisonnement.

Cette condamnation à quatre mois prononcée en août 1893, devait le priver de sa liberté jusqu'en avril 1900, et cela